

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Plus-d-Europe-Mais-laquelle>

« Plus d'Europe » ? Mais, laquelle ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 13 juin 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« J'ai toujours dit que nous avons besoin de plus d'Europe et que cela signifie que plus de compétences doivent être attribuées à la Commission », quitte à apporter des changements au traité de Lisbonne, vient de déclarer Angela Merkel, ajoutant qu' « il ne faut pas qu'il y ait de tabous. » De quoi parle-t-on au juste ?

On en a une petite idée avec les « recommandations » que l'institution bruxelloise vient d'adresser à la France (30/5/2012). D'abord, il faut, j'uge-t-elle, combler « l'écart considérable » qui sépare les économies budgétaires réalisées par Nicolas Sarkozy de celles qui sont réellement nécessaires pour atteindre l'objectif de 3% de déficits publics en 2013. Cela suppose selon elle « des efforts additionnels », par exemple des coupes supplémentaires dans les dépenses de santé. Ensuite, la Commission somme la France de doper ses exportations « incapables de faire face à la demande mondiale ». Elle préconise pour ce faire des « réformes structurelles » telles que : la modération des salaires (dont « l'augmentation relativement rapide au cours de la dernière décennie » pose problème) ; le renforcement de la concurrence (en particulier dans les domaines de l'électricité et du transport ferroviaire) ; l'assouplissement du marché du travail (pour corriger sa « segmentation » dû au « haut degré de protection légale » des contrats de travail) ; la poursuite de l'allongement de l'âge de la retraite (car la réforme-Sarkozy, « positive », ne suffit pas pour équilibrer le régime des retraites à moyen terme) ; la possibilité pour les entreprises de procéder à des licenciements économiques (afin d'améliorer leur rentabilité et leur compétitivité), etc... Bref, Sarkozy est mort, vive Sarkozy-plus !

En jouant ainsi au maître d'école de la doctrine libérale, ignorant délibérément le message très clair que les citoyens viennent d'adresser à ses nouveaux dirigeants, la Commission européenne applique les pouvoirs accrus que les gouvernements et la majorité du Parlement européen lui ont attribués en décembre dernier - pouvoirs qui sont appelés à être encore complétés et aggravés ce mois-ci par deux règlements supplémentaires. Désormais, non contente d'être, depuis peu, habilitée à contrôler le budget des Etats, la Commission surveille leur politique économique et sociale, jusqu'à pouvoir les sanctionner financièrement s'ils ne respectent pas les objectifs fixés (chaque Etat conserve le choix des moyens, sauf si ceux-ci sont suspectés de représenter un risque pour la « stabilité de la zone euro »).

Et pourtant, tout cet arsenal législatif a paru insuffisant à la Chancelière allemande puisqu'elle a exigé, en plus, de graver ces dispositions (et d'autres) dans le marbre d'un traité ! C'est dire s'il est crucial de le rejeter pour réussir « le changement maintenant » !

Enfin, la vigilance est de mise par rapport aux nombreux ballons-sondes lancés (par la BCE, la Commission ou tel dirigeant national) pour tester, à la faveur de la crise, leur acceptabilité par les citoyens européens. Le dernier exemple en date est l'idée de transférer à l'échelon européen le contrôle des banques, ce qui viderait la souveraineté nationale et populaire de toute maîtrise du « nerf de la guerre ».

Comment réagira la France de gauche à cette fuite en avant vers un fédéralisme libéral ? Rappelons qu'il existe une alternative qui nous libérerait de la dépendance des marchés financiers et permettrait de financer ensemble le développement commun : puisque Madame Merkel elle-même déclare qu' « il ne faut pas de tabou » et n'exclut pas de changer le traité de Lisbonne, le moment n'est-il pas venu d'ouvrir en grand le débat sur la transformation des missions et des statuts de la Banque centrale européenne ? Oui à « plus d'Europe »... sociale, écologique et solidaire !